

L'intégration professionnelle des migrants est mise à mal par les restrictions budgétaires

Fadia Bahri Korbi, maître de conférences en sciences de gestion au Cnam

Publié le 6 janvier 2026 – Mis à jour le 8 juin 2026

Régulariser la situation d'un immigré ne lui garantit pas l'eldorado, comme beaucoup le croient. Un autre problème majeur est son intégration. Comment l'intégrer si le français n'est pas sa langue ? s'il n'a pas de domicile fixe ? de solution de garde ? de moyen de mobilité ? de réseau professionnel ? de compétences numériques pour accomplir une démarche administrative en ligne, ouvrir un compte, obtenir un logement, préparer un CV, obtenir une couverture médicale...

Article

The Conversation

le c



Les salariés des ateliers et chantiers d'insertion (ACI) bénéficient d'une rémunération au moins égale au smic.

Un migrant est une personne qui quitte son lieu de résidence habituelle et qui s'installe temporairement ou durablement dans une autre région ou un autre pays. Un réfugié est une catégorie particulière de migrant. [Selon la Convention de Genève de 1951](#), un réfugié est une personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de son ethnie, sa religion, sa nationalité, son appartenance à un certain groupe social, ses opinions politiques ; et qui se trouve hors de son pays d'origine.

[Les ateliers et chantiers d'insertion \(ACI\)](#), dispositifs reconnus d'insertion par l'activité économique (IAE), sont une solution prévue par le [Code du travail](#). Ils offrent un accompagnement renforcé et une activité professionnelle aux personnes rencontrant des difficultés sociales particulières, notamment les migrants et les réfugiés.

Alors combien coûte et rapporte l'intégration des immigrés ? les ateliers chantiers d'insertion ? Pour quelles réussites ?

Près de 1,68 milliard d'euros pour l'immigration et l'asile

Dans le projet de loi de finances pour 2025, l'immigration, l'asile et l'intégration mobilisent une [part très importante des dépenses publiques](#). À ce titre, le programme 303 « Immigrations et asile » représente 1,68 milliard d'euros. Le programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française » représente 366,42 millions d'euros. La dotation prévue pour l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) est de 353 millions d'euros et les crédits alloués à l'hébergement des demandeurs d'asile s'élèvent à 944,8 millions d'euros.

[Selon la Cour des comptes](#), la lutte contre l'immigration irrégulière représente un coût annuel de 1,8 milliard d'euros. [Le coût d'une journée en centres de rétention administrative \(CRA\) est estimé à 602 euros](#), incluant les frais de fonctionnement, d'investissement et la masse salariale des policiers.

Face à ces dépenses, le gouvernement français cherche naturellement des solutions pour augmenter ses recettes : plus d'impôt, plus de taxes, plus de prélèvements, moins d'exonérations, etc. La régularisation des immigrés pourrait également contribuer à cet objectif.

Cotisations sociales des immigrés

La régularisation massive des immigrants et travailleurs sans papiers pourrait être compensée par l'entrée attendue de cotisations sociales et d'impôts supplémentaires. Elles limiteraient voire annuleraient le coût net pour l'État à moyen terme.

À ce titre, France Terre d'asile a dévoilé un plan d'action sur la politique migratoire française. Il rapporterait [3,3 milliards d'euros par an](#) aux finances publiques.

Le rapport du [Centre d'études prospectives et d'informations internationales \(Cepii\)](#) montre que la régularisation des immigrés dans les secteurs en tension en France permet de soutenir l'emploi, d'améliorer les salaires des travailleurs non qualifiés français et étrangers, et de stimuler l'économie à hauteur d'environ 1 % du PIB.

La régularisation des immigrés à elle seule ne suffit pas : son impact dépend de leur intégration et de leur accès effectif à l'emploi, facilité notamment par les ACI.

De 40 à 50 % d'intégration dans l'emploi

Les ACI constituent un exemple d'[innovation sociale](#), appréhendée dans la littérature comme la mise en œuvre de « solutions novatrices à des problèmes sociaux, plus efficaces, durables ou justes que les solutions existantes, et dont la valeur profite à la société dans son ensemble ».

Organisés de manière ponctuelle ou permanente, les [ACI sont des dispositifs conventionnés](#). Ils peuvent être créés et portés par un organisme de droit privé à but non lucratif – une association – ou un employeur public – une commune, un département, un centre communal d'action sociale, etc.

Les ACI permettent de lever de nombreux freins à l'emploi et *de facto* favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des immigrés en France. Ils offrent une chance, parfois une seconde chance, à plus de [130 000 personnes chaque année](#), avec un taux de sortie positive de 40 à 50 % vers un emploi durable, une formation adaptée, une dignité retrouvée, une meilleure estime de soi...

Banques alimentaires, Emmaüs Solidarité

Entre 2023 et 2025, une enquête de terrain menée auprès d'associations humanitaires accueillant des ACI dans le cadre de leurs activités, telles les [Banques alimentaires](#) et [Emmaüs Solidarité](#), met en lumière plusieurs freins ainsi que des actions clés pour favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des personnes accompagnées.

Les personnes en parcours d'insertion sont de vrais salariés, sous un contrat à durée déterminée dits « d'insertion ». Ils perçoivent une rémunération au moins égale au smic horaire, parfois sur un temps partiel aménagé selon le projet de la

structure. Les ACI jouent un rôle important en aidant les immigrés à résoudre de nombreux problèmes personnels, de santé ou administratifs tels que les titres de séjour, la maîtrise de la langue, le logement, la mobilité, la précarité numérique... facilitant leur insertion durable sur le marché du travail.

«
« **Ce sont des personnes prêtes à travailler et à créer de la valeur pour l'économie française, puisqu'elles sont rémunérées et donc cotisent. Les contraintes administratives les empêchent d'être actifs et finissent par les rendre, malgré eux, une charge pour la société** », souligne un travailleur social chez [Emmaüs Solidarité](#).
»

Moins de contrats aidés et d'ETP

Le fonctionnement de ACI est de plus en plus fragilisé par l'accès limité aux ressources et la baisse des subventions, comme le rappelle la [question écrite n°10832 de la 17 législature de l'Assemblée nationale](#).

[Dans le projet de loi 2026](#), le gouvernement veut réduire les exonérations de cotisations sociales pour les ACI, pour répondre aux impératifs budgétaires. [Le budget 2025 de l'insertion par l'activité économique](#) (IAE) reconduit strictement les moyens alloués aux ACI depuis 2023, tout en appliquant une mise en réserve de 5,5 %.

Il réduit les 42 257 équivalents temps plein (ETP) prévus à seulement 40 500 postes réellement mobilisables sur le terrain. Il ne prévoit pas non plus la revalorisation de l'aide au poste malgré la hausse du smic. Avec seulement 32 000 parcours emploi compétences (PEC) financés contre 50 000 initialement annoncés, ce budget [diminue significativement le nombre de contrats aidés](#), fragilisant encore les structures d'ACI et les emplois permanents et d'insertion qu'elles soutiennent.

Au regard des choix budgétaires actuels du gouvernement, ne faudrait-il pas repenser de manière plus stratégique l'impact des ACI ? Ne serait-il pas plus pertinent de reconsidérer le potentiel des ACI en matière de génération des ressources et des recettes pour l'État, grâce à une politique d'immigration plus humaine et plus rationnelle ?

[Fadia Bahri Korbi](#), Maître de conférences en sciences de gestion, [Conservatoire national des arts et métiers \(CNAM\)](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

► | Société | Droit | Emploi | Entreprise | Europe | Travail

<https://lirsa.cnam.fr/blog-medias/l-integration-professionnelle-des-migrants-est-mise-a-mal-par-les-restrictions-budgeta>